★ JACQUES MISTRAL ★

Que sera demain le modèle industriel de l'Amérique ?

Le système universitaire américain, particulièrement divers et décentralisé, fait face avec difficulté à une crise financière et économique majeure. Son dynamisme propre, aidé par un soutien fédéral massif et inédit, devrait cependant éviter que ne soit mise en cause sa prédominance internationale.

Après l'explosion en vol de la sphère financière, l'Amérique a subi, au printemps 2009, un autre traumatisme, la faillite de General Motors. C'est une page qui se tourne. GM a été le symbole des succès de l'Amérique au xxe siècle : la technologie, l'*american way of life*, l'internationalisation précoce. Et tout cela pour en arriver là ! On savait bien que les constructeurs américains allaient mal depuis des années, mais cette faillite c'est, en partie, celle du modèle américain. Première façon de poser la question, le déclin industriel de l'Amérique est-il irréversible ?

General Motors est confronté principalement à trois problèmes. Le constructeur produit des automobiles énergivores, mal adaptées au contexte qui s'est dessiné depuis la fin du siècle dernier. Les coûts liés à la protection sociale sont excessifs. L'entreprise, c'est-à-dire l'alliance du management et des syndicats, s'est révélée étonnamment rebelle aux réformes structurelles. Les événements de l'année 2009 confirment la difficulté des adaptations : après le limogeage du P-DG, Rick Wagonner, au printemps, son successeur, Fritz Henderson, englué dans les dossiers Opel, Saab et Saturn, a été remercié fin novembre.

Regardons maintenant l'industrie dans son ensemble pour constater d'emblée un paradoxe. L'Amérique, selon de nombreuses comparaisons internationales comme celles du World economic forum, est supposée faire partie des économies « les plus compétitives du monde ». Ses fleurons technologiques sont connus. L'industrie manufacturière reste la plus importante, devant le Japon, l'Allemagne ou la Chine, mais sa part de marché est en recul continu. Abordée sous cet angle, l'économie américaine apparaît beaucoup moins solide qu'on ne le prétend couramment. L'électronique – ou plus exactement ce qui est lié à la défense – est certes un secteur porteur, mais pour le reste, l'impression qui domine est celle d'une perte de compétitivité régulière et générale. À l'exception de la construction aéronautique, il n'y a pas un seul secteur qui dégage un excédent extérieur substantiel[1].

En fait, tirée par la demande interne des ménages, l'économie américaine s'est spécialisée dans les secteurs protégés, services, en particulier financiers, commerce et construction. L'abandon ou le vieillissement sans modernisation de trop de segments de l'industrie manufacturière ne lui permettent plus, et de loin, de financer par ses exportations les flux d'importation qu'alimente, dans le nouvel état du monde, la modernisation des circuits commerciaux (Wall Mart) et logistiques (Fedex). Et cette tendance s'est aggravée avec la crise ; ce sont plus de deux millions d'emplois industriels qui ont disparu depuis décembre 2007. Le taux de couverture des échanges extérieurs, inférieur à 50 %, résulte, c'est évident, de paramètres macroéconomiques mais il révèle aussi l'absence d'une spécialisation industrielle propre à favoriser un bon positionnement dans la nouvelle division internationale du travail.

Paul Samuelson, prix Nobel et l'un des pères fondateurs de la théorie moderne du commerce international, a pris le contre-pied du théorème fondamental de Ricardo et démontré la possibilité, pour un pays, de perdre durablement du fait de ses échanges extérieurs[2]. Il souligne qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, « les américains venaient au monde avec une cuillère d'argent dans la bouche », les employés de base, les femmes de chambre, les petits entrepreneurs bénéficiaient *de facto* du quasi-monopole de ce pays quant au capital, aux technologies, aux savoir-faire. Mais depuis, la montée en puissance de travailleurs éduqués, en Europe d'abord et surtout maintenant en Asie, a exercé des pressions concurrentielles sur le revenu des classes moyennes comparables à ce qu'au- • • •

[1] *La prise en compte des services ne modifie pas l'analyse ; les services enregistrent bien, comme dans tous les pays avancés, un excédent significatif, mais il se contracte depuis plusieurs années.*

[2] *P. Samuelson : « Where Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization »*, Journal of Economic Perspectives, *Summer 2004.*

• • • rait provoqué une nouvelle immigration de masse ; résultat, le revenu médian a comme on le sait reculé depuis 15 ans. « Ces effets des délocalisations, conclue-t-il, ont toutes chances de se prolonger dans le demi-siècle qui vient. »

L'heure n'est plus aux certitudes béates, l'Amérique a pris conscience, il y a déjà plusieurs années, de la signification réelle de la globalisation[3] : trois milliards de personnes étaient en dehors du jeu, les voici en cours d'intégration dans l'économie de la planète, et même si les trois milliards ne sont pas encore candidats à jouer un rôle actif, si 10 % seulement sont actuellement concernés, cela représente… 300 millions de travailleurs. Et la Chine ou l'Inde ne se préparent pas à faire une course au rabais, ces pays se positionnent pour les meilleures places ; « rien ne garantit plus que les Américains, ou les Européens, continueront à mener le bal ». La menace d'une Amérique sans usines est prise au sérieux, et Friedman d'en appeler à une mobilisation pour faire face à ce défi comparable dans son ambition à ce qu'a représenté la lutte contre le communisme !

L'Amérique, depuis, a recommencé à s'interroger sur les sources de la croissance et de la puissance, les réflexions s'accélèrent maintenant que les prouesses de Wall Street ne font plus illusion. Elle redécouvre le rôle-clé de l'innovation que des générations d'économistes avaient mis en lumière. Magnifiques constructions que les théories de la croissance, de la finance ou des marchés efficients, mais qui laissent la question essentielle en suspens : d'où vient l'innovation ? Comment la stimuler ? Capital et travail sont bien sûr des ingrédients indispensables, mais ce qui déclenche le moteur de la croissance, c'est le progrès technique.

Dans ce contexte, la compétitivité redevient un thème politique et intellectuel majeur. Larry Summers, principal conseiller économique de Barack Obama, a dès l'été 2009 souligné que la croissance – et donc l'emploi – reposeraient à l'avenir sur le succès des exportations. Au même moment paraissait un article hautement significatif dans *Harvard Business Review*[4]. Les auteurs soulignent l'effet pervers de la globalisation : l'agrégation de comportements rationnels des acteurs décentralisés aboutit à la destruction de ce qu'ils appellent les « biens collectifs industriels », des biens stratégiques nécessaires à la croissance et au bien-être. C'est un autre aspect de la remise en question du modèle tout-marché ; il n'y a qu'un pas à faire pour redécouvrir que l'action de l'État est déterminante, comme l'histoire nous l'enseigne, et comme le recommande un nombre croissant d'experts.

L'Amérique connaît fort bien le lien entre technologie, prospérité et puissance, il lui suffit de revisiter sa propre expérience. L'accession des États-Unis à la prééminence mondiale tient à l'alliance nouée pendant des décennies entre les grandes sociétés, le département de la défense et les universités.

L'Amérique connaît fort bien le lien entre technologie, prospérité et puissance, il lui suffit de revisiter sa propre expérience. L'accession des États-Unis à la prééminence mondiale tient à l'alliance nouée pendant des décennies entre les grandes sociétés, le département de la défense et les universités. L'Amérique peut-elle, va-t-elle redonner vie à cette alliance ? L'université reste un atout majeur, mais la désaffection à l'égard de la technologie est une préoccupation. Enivrés par Wall Street, les meilleurs étudiants américains ont depuis belle lurette choisi la finance et le droit ; on y fait plus rapidement fortune ! La capacité d'innovation du pays subsiste, mais les laboratoires sont de plus en plus peuplés d'étudiants étrangers qui peuvent parfaitement être tentés de retourner à l'avenir dans leur pays, on le voit de manière significative même en direction de la Chine. Première faiblesse. Quant aux grandes sociétés, elles sont devenues mondiales, leur stratégie est tout entière fondée sur la segmentation, la délocalisation, la recherche d'inputs au meilleur prix, elles organisent et assemblent des contributions dispersées à l'échelle de la planète, elles n'ont plus d'intérêt pour leur base « nationale », un concept dépassé ; elles sont devenues « assembleuses », l'industrie a brisé l'ancienne alliance, deuxième faiblesse. Il n'est pas surprenant que ce soit le troisième acteur, la défense, qui perçoive le plus directement ces menaces : si le sujet est désormais considéré sous l'angle de la sécurité nationale, c'est qu'il est pris très au sérieux ! Une comparaison vient à l'esprit. Après celle, victorieuse, contre l'Union soviétique, une vraie « guerre de la compétitivité » a été livrée avec le Japon. La victoire est revenue à l'Amérique grâce aux technologies de l'information puis aux biotechnologies. Certains pensent que les domaines de l'énergie et du changement climatique peuvent être le terrain d'une nouvelle « guerre de compétitivité ». Serait-ce là le nouveau moteur capable d'enclencher une dynamique durable d'investissement, de consommation et de

[3] *Tom Friedman : The World is Flat, a brief history of the Twenty-first century, Farrar, Strauss and Giroux, 2005.*

[4] *Gary Pisano and Willi Shih : « Restoring American Competitiveness »*, Harvard Business Review, *juil.-août 2009.*

gains de productivité, le principe nouveau présidant, comme le fordisme en son temps, à la formation des gains de productivité et à la distribution du pouvoir d'achat ?

Dans un livre récent, *Supercapitalisme*, Robert Reich, ancien secrétaire au Travail de Bill Clinton, écarte cette possibilité au motif que « la poursuite du profit par les entreprises capitalistes rend toute prise en compte des paramètres environnementaux inconcevable ». C'est me semble-t-il faire là la même erreur que celle des auteurs marxistes campant sur la fameuse loi d'airain des salaires et écartant, jusque dans les années cinquante et soixante, toute possibilité de voir le capitalisme augmenter le pouvoir d'achat salarial. Bien sûr, l'administration Bush-Cheney a donné l'image d'une certaine barbarie environnementale. Mais cette évocation ne donne de l'Amérique qu'une vision tronquée. Il y a depuis longtemps de très nombreuses initiatives décentralisées des ONG, des grandes villes, des États, en particulier la Californie. Il y a aussi, plus important dans ce pays, une attente des milieux industriels qui, pour pouvoir décider des investissements appropriés, pressent le Congrès de fixer le cadre de ce que sera l'économie du carbone dans les quinze à vingt prochaines années.

On a vu cette prise de conscience à l'œuvre dans la campagne présidentielle. John McCain était l'un des premiers à avoir soumis un projet de loi sur le carbone au Sénat, et Barack Obama a déclaré vouloir faire de ce thème l'une des grandes ambitions de sa présidence. Certains jugent décevantes les initiatives de la nouvelle administration, mais cela s'explique parce que le calendrier politique à Washington est fixé à Washington, pas en fonction d'une conférence prévue à Copenhague ! En fait, à coté des deux priorités de l'année, la santé et l'Afghanistan, le dossier climat chemine au Congrès et la nouvelle administration a bien pris des mesures significatives relevant de ses compétences, sur les plans budgétaire et réglementaire ; la toute récente décision de l'EPA (Environmental Protection Agency) caractérisant les émissions de CO_2 comme un danger pour la vie humaine ouvre la porte pour de nouvelles réglementations fédérales et constitue une incitation supplémentaire pour le Congrès à légiférer.

Cela dit, quand on parle « énergie-climat » aux États-Unis, on n'évoque pas Kyoto, on ne parle pas de sauver la planète, on entend : innovations, investissements, emplois, profits, *venture capital*. À sa manière, l'Amérique peut faire d'un « capitalisme vert » le prochain moteur de croissance. Tâche de très longue haleine, évidemment, le retour à un sentier de croissance durable ne se décrète pas du jour au lendemain : les défis technologiques, financiers, sociaux et politiques pour que réussisse une telle conversion seront aussi complexes que ceux qu'il a fallu surmonter au milieu du XXe siècle pour que se propagent les succès du fordisme.

L'idée de « nouvelle compétitivité » n'a en tout cas pas fini de faire parler d'elle. La nouvelle administration incarne un volontarisme industriel oublié depuis belle lurette. Barack Obama candidat annonçait vouloir doubler l'effort américain de R&D. Les premières décisions ont été prises avec le plan de relance, beaucoup reste à faire. Est-ce possible dans un contexte dominé par la perspective de déficits gigantesques ? Ce sera difficile, mais il ne faut pas oublier que Barack Obama se présente volontiers comme un héritier d'Abraham Lincoln. Et Lincoln ne fut pas seulement le président de la guerre civile, il fut aussi un président de croissance : c'est lui qui a apporté aux universités la richesse foncière qui allait devenir leur atout le plus formidable, c'est lui qui a créé l'Académie des sciences en 1863, c'est lui qui a mis en place le projet de réseau ferroviaire transcontinental, et puis (surtout ?), c'est lui qui, en faisant obstacle aux intérêts du Sud, a favorisé la création au Nord de l'infrastructure industrielle sur laquelle ont été bâtis les succès économiques ultérieurs. La rhétorique du marché autorégulateur a fait son temps, c'est Schumpeter qu'il faut maintenant relire ; mieux vaut se préparer à entendre parler de leadership technologique et de stratégie industrielle à Washington ! ◆

Jacques Mistral

Directeur des études économiques de l'Institut français des relations internationales (Ifri), ancien élève de l'École polytechnique, docteur en Économie appliquée et agrégé en Sciences économiques, Jacques Mistral a débuté sa carrière comme économiste à la direction de la Prévision au ministère des Finances. De 1992 à 2000, il occupe différentes fonctions comme celle de directeur central du groupe AXA. En 2000, il retourne à Bercy comme conseiller spécial du ministre de l'Économie, puis exerce la fonction de ministre-conseiller financier à l'ambassade de France à Washington de 2001 à 2006. Son livre, *La Troisième Révolution américaine* (Perrin), a obtenu en novembre 2009 le prix Édouard Bonnefous de l'Académie des sciences morales et politiques.